



Nouveau pacte entre le Vatican et Washington

Par [Eduardo Febbro](#)

Mondialisation.ca, 29 décembre 2014

[Página 12](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis d'Amérique via la médiation du Vatican recouvre une trajectoire historique sinueuse entre deux pactes secrets qui ont changé la face du monde.

Quatre personnages représentatifs de deux États agissant à deux époques différentes, deux murs politiques qui s'effondrent à plusieurs années d'intervalle, le Mur de Berlin en 1989 et celui des Caraïbes en 2014, deux philosophies politiques distinctes qui dessinent des réalités sans aucun élément commun, le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis d'Amérique via la médiation du Vatican recouvre une trajectoire historique sinueuse entre deux pactes secrets qui ont changé la face du monde. Trente ans séparent les deux pactes. Leurs objectifs, leur nature et leurs intentions vont de l'obscurité à la lumière, de la manipulation à la clarté, de l'entêtement au réalisme réfléchi.

Le premier a été scellé le 7 juin 1982 dans la bibliothèque du Vatican entre l'ex président étasunien Ronald Reagan et le pape de l'époque Jean Paul II. Le second a été négocié fin mars 2014, également au Vatican, entre le président des États-Unis Barack Obama et le pape François. Le premier, connu sous le nom de « Sainte Alliance » doit son existence à l'un des personnages les plus sombres de la diplomatie du Vatican : [Pio Laghi](#), ex Nonce Apostolique en Argentine (1974-1980) et artisan, dans les années 80, de la reprise des relations diplomatiques entre le Saint Siège et Washington. Laghi était un homme de robe, ambigu et à la main de fer, ami et protecteur de la Junte Militaire argentine, réactionnaire et aveuglé par le spectre du communisme. Le pacte Reagan/ Jean Paul II avait un seul objectif : fomenter une cabale pour renverser le communisme, à n'importe quel prix. Richard Allen, premier conseiller de Reagan à la *Sécurité Nationale*, dira qu'il s'agissait de « l'une des alliances les plus secrètes de tous les temps ».

Et ses développements comme ses résultats sont proprement hallucinants. Le pacte Obama/François a emporté le dernier bastion du Mur mais sans la participation des acteurs, c'est à dire Cuba, il n'est pas animé par la même morale ou les mêmes objectifs géopolitiques, pas plus qu'il ne s'accompagne d'assassinats ou de financements occultes.

La Sainte Alliance conduisit à un montage financier frauduleux organisé par le Vatican pour épauler clandestinement le syndicat polonais *Solidarnosc*, dont le leader de l'époque, Lech Walesa, deviendra président de la Pologne après la chute du Mur de Berlin. Ronald Reagan et Jean-Paul II étaient habités par la même obsession. Le juge William P. Clark, autre conseiller de Reagan à la sécurité nationale (et aussi le plus influent), dira également que tous deux « *partageaient les mêmes choix spirituels et la même vision de l'empire* ».

soviétique : le bien et le droit triompheraient selon les plans divins » (*The Judge* : William P. Clark, *Ronald Reagan's Top Hand*, de Paul Kengor et Patricia Clarck Doerne, Ignatius Press 2007). Quant à l'utilité du Vatican dans cette croisade anticommuniste, le secrétaire d'Etat de Reagan, Alexandre Haig, l'a très bien résumée : « Le réseau d'information du Vatican était meilleur et plus rapide que le nôtre ». Pour l'Amérique Latine, cette Sainte Alliance fut synonyme d'un véritable bain de sang, de guerres et de répression. Le Saint Siège poursuivit de façon inhumaine tout ce que le continent comptait de progressistes en soutane. S'appuyant, pour ce faire, sur les secteurs les plus réactionnaires de l'Eglise et du pouvoir politique local et avec la participation de la Maison Blanche, c'est sans aucune hésitation, non plus, qu'il s'est accouiné avec des congrégations et des personnages impliqués dans des agressions sur mineurs ou des vols en tout genre, comme ce fut le cas avec « [Les légionnaires du Christ](#) », de [Marcial Maciel](#), que Jean-Paul II éleva à des hauteurs incroyables alors même que ses escroqueries et abus sexuels étaient de notoriété publique. De nombreux adeptes de la « [Théologie de la Libération](#) » payèrent de leur vie une telle persécution.

La complicité entre le Vatican et Washington est parfaitement documentée, et reflétée jusque dans les discours officiels de Ronald Reagan :

« L'Amérique latine est une zone pour laquelle nous éprouvons une préoccupation commune. Nous voulons y travailler en étroite collaboration pour promouvoir la paix, la justice sociale, les réformes et empêcher la propagation de la répression et des réimes tyranniques athées. »
(Ronald Reagan, Jack Nelson, « Reagan, Pope Join in Urgent Plea for Peace », Los Angeles Times, June 8, 1982).

Monter ce dispositif anti communiste éleva Jean-Paul II au rang d'interlocuteur privilégié des membres de la CIA et d'autres personnages de la sécurité nationale américaine qui allaient à Rome grâce à Pio Laghi. A partir du milieu 1981, une sorte de « navette de renseignements » (intelligence shuttle) s'instaura entre Washington et le Saint Siège. L'un des visiteurs régulier de cette époque est aussi de triste mémoire pour l'Amérique latine, le général Vernon Walters, ambassadeur itinérant de l'administration Reagan, ex directeur adjoint de la CIA à l'époque du Coup d'Etat contre Salvador Allende. Dans son livre « *The Mighty and the Meek* » (St Ermin's Press, 2001), le général Walters révèle les dessous de ses entretiens papaux. « L'administration avait conscience de la collusion d'intérêts entre l'Eglise Catholique et les Etats-Unis dans leurs efforts pour contenir l'expansion communiste. Je devais, en accord avec les ordres reçus, exposer les faits en m'appuyant sur les meilleures sources d'information disponibles. C'est ainsi qu'ont débuté les allers-retours réguliers au Vatican, deux ou trois fois par an. (...) *Je faisais au Pape le compte-rendu des menaces engendrées par les missiles, les forces terrestres conventionnelles, l'aviation et la marine soviétiques* ». Mais les sujets de discussion allaient bien au-delà. Aux dires des journalistes Carl Bernstein et Marco Politi (« *His Holiness : John Paul II and the Hidden History of Our Time* », Doubleday, 1996), les entretiens avec le Souverain Pontife portaient aussi sur l'Amérique Centrale, région, à cette époque, durement touchée par la guerre au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua sandiniste, où Washington apportait son aide militaire aux « contras ». Pio Laghi, lors de sa mission en tant que délégué Apostolique aux Etats-Unis (1980), assistait régulièrement aux réunions de sécurité et rencontrait fréquemment le directeur de la CIA, William Casey, qui était catholique. Beaucoup de choses ont changé entre ces deux pactes, bien que les scénarii soient les mêmes, à commencer par le Vatican. En juin 1982, alors que Reagan et Jean-Paul II célébraient leur Sainte Alliance, dans les sphères pontificales proches du secrétaire d'Etat du Saint Siège, Agostino Casaroli, et l'archevêque Achille Silvestrini, négociaient avec le secrétaire d'Etat US

Alexandre Haig et avec le juge William Clark.

En 2014, ce sont les secrétaires d'Etat, respectivement John Kerry et Pietro Parolin, avec le sénateur démocrate Patrick Leahy, qui ont jeté les bases de l'accord entre Obama et Bergoglio.

« Le monde doit écouter la voix du Pape », dit Obama au sortir de son entretien avec François. Le rapprochement était en marche depuis 2009, mais tout récemment en juin 2013, il est devenu plus effectif, en partie grâce aux positions adoptées par Bergoglio et Obama. Les personnages de cette saga diplomatique des temps modernes n'ont pas grand-chose à voir avec les membres du sinistre dispositif mis en place par Reagan et Jean-Paul II dans les années 80. Les diplomates expérimentés de Rome conjuguent dorénavant leurs efforts de négociations secrètes avec les envoyés spéciaux de Cuba et divers conseillers de la nouvelle génération venus tout droit de Washington. Le spectre du communisme ne poursuit plus personne. La jeunesse a été également un allié de poids. Voici l'exemple de l'un des hommes clés de ce cercle restreint, Ricardo Zúñiga, nommé par Obama en 2012 conseiller aux Affaires Latinoaméricaines à la place de Dan Restrepo. Né au Honduras, en 1970, Zúñiga émigre aux Etats-Unis à l'âge de quatre ans. L'autre pilier central est Ben Rhodes, viceconseiller à la Sécurité Nationale pour les Communications Stratégiques et l'Ecriture de Discours, lui aussi jeune (il est né en 1977). Leurs interlocuteurs ont été des hommes expérimentés et plus âgés, comme par exemple le secrétaire d'Etat du Vatican, Pietro Parolin, qui avait été nonce au Venezuela de 2009 à 2013.

L'entretien Obama-Bergoglio de cette année préfigure la ligne d'arrivée. En octobre 2014, La Havane et Washington ont conclu au Vatican même, les accords finalisant les négociations sur l'échange de prisonniers entre Cuba et les Etats-Unis.

Eduardo Febbro

Article original : Nuevo pacto entre el Vaticano y Washington, [Página 12](#). Buenos Aires, 21 décembre 2014

Photo : EFE

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine.

[El Correo](#). Paris, le 30 décembre 2014



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité – Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 3.0 Unported](#).

La source originale de cet article est [Página 12](#)

Copyright © [Eduardo Febbro](#), [Página 12](#), 2014

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca